

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 73 Février 2010

Soyons com-pé-ti-tifs !

Pourquoi tant de chômage ? Le chômage est du aux délocalisations. Et pourquoi les entreprises sont-elles contraintes de délocaliser ? C'est que nous ne sommes pas assez compétitifs ! Voilà le discours que nous serinent le gouvernement, le patronat, la plupart des télévisions et une bonne partie de la presse. C'est la faute aux 35 heures !

Il faut donc que l'Etat taille dans les dépenses sociales, qu'on allège la fiscalité des entreprises, qu'on rende les travailleurs (encore) plus flexibles, qu'on réduise les services publics, qu'on abaisse les droits du travail, qu'on retarde le moment du départ à la retraite, qu'on réduise les remboursements de médicaments, qu'on supprime le SMIC, ...

Mais comment pourrions-nous lutter, comme l'explique Maurice Allais, contre des coûts de fabrication cinq ou dix fois moindres –si ce n'est des écarts plus importants encore ? C'est le cas avec la Chine, l'Inde, etc..., mais aussi au sein même de l'Union européenne (Roumanie, Slovaquie, ...). La politique néolibérale conduite par l'Organisation Mondiale du commerce, et par l'Union européenne, exigeant la suppression de toute protection douanière entre des pays de niveaux de vie très différents, risque de conduire à la disparition totale de l'industrie, et à la perte des savoir-faire correspondants, dans notre pays. Il faut donc la remettre en cause.

Une France sans usine, tel était le rêve de certains patrons, comme Serge Tchuruk, alors patron d'Alcatel. Aux pays émergents, les tâches de production de biens ; aux pays développés, la recherche, les nouvelles technologies... Une partie de la gauche emboîtait le pas, ne voyant d'avenir pour notre pays que dans la recherche-développement. Oubliant qu'il n'y a pas d'emplois de chercheurs pour tout le monde ; que d'ailleurs les chercheurs dans notre pays sont très mal traités (niveaux de salaires extrêmement bas, précarité organisée...) ; et surtout que les pays émergents – Chine et Inde en tête, investissent massivement dans la recherche (et que notre avantage risque de se réduire très rapidement, compte tenu du nombre de scientifiques que ces Etats géants forment).

Mais il faut pourtant bien que nous trouvions des produits à exporter en contrepartie des produits que nous devons nous procurer à l'étranger.

Exporter : comme notre patronat est à courte vue ! comme notre pays manque de politique industrielle ! comme il est regrettable qu'il n'y ait plus de Plan ! La France s'est spécialisée dans des domaines que la morale réprouve (armements), ou que la fin des énergies fossiles et la lutte contre le réchauffement climatique condamnent (aéronautique, automobile). Heureusement, la France peut tirer son épingle du jeu dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la pharmacie. Mais quel dommage qu'elle n'ait pas su anticiper, depuis de nombreuses années, et développer des compétences et un savoir-faire dans le domaine des économies d'énergie, des énergies renouvelables, des transports de marchandises par le rail, de la diversification des productions agricoles, de la récupération !

Importer : il est impératif que nous réduisions notre dépendance de l'extérieur en réduisant notre consommation de pétrole. Quels actes concrets ont suivi le Grenelle de l'environnement ? Que faisons-nous pour lutter contre le gaspillage, pour augmenter la durée de vie des produits, pour relocaliser l'économie ? Ne pouvons-nous pas imposer une diminution de la publicité (qui vise à créer artificiellement des besoins) ?

Bonne nouvelle : Yvelines : abandon du projet de circuit de Formule 1. Le président du conseil général des Yvelines a annoncé l'abandon définitif du projet de circuit de Formule 1 envisagé à Flins. Les terres réservées initialement à l'agriculture biologique seront rendues à la Safer. *(Silence, février 2010).*

Eolien : les Etats-Unis passent en tête. Avec 8 358 MW installés en 2008, les Etats-Unis totalisent 25 170 MW, et passent devant l'Allemagne (23 908 MW). La Chine a doublé ses installations en 2008 pour atteindre 12 210 MW, et devrait dépasser l'Espagne en 2009. Le développement est maintenant rapide en Inde, Italie, France, Royaume-Uni, Portugal. Le Danemark, un temps en tête, est passé à la 9^{ème} place. *(Silence, février).*

Copenhague (suite).

« Le sommet de Copenhague a mis au grand jour les contradictions du protocole de Kyoto. Au moins trois minaient celui-ci de l'intérieur. Les négociateurs avaient considéré que des solutions techniques viendraient à bout des désastres écologiques grâce à la substitution des ressources entre elles, ce qui permettait de laisser au marché le soin de décider de leur affectation. Ils avaient aussi choisi de reporter sur le Sud un poids écologique de plus en plus important par le biais de l'exportation des industries polluantes et par celui du rapatriement des crédits carbone grâce au « mécanisme de développement propre ». Enfin, ils pensaient régler entre « grands » la question climatique, ce qui excluait les petits pays et les pays pauvres des décisions, de même que les citoyens du monde entier.

« Sur ces trois aspects, l'échec du sommet est total : **le marché du carbone ne résout rien**, il ouvre au contraire un nouvel espace de spéculation ; le Sud n'entend plus se contenter de demander l'aumône ; et, par contraste, la présence active de la société civile est porteuse d'avenir.

« Dans la lutte contre le réchauffement climatique, **la fixation de taxes pourrait être plus efficace** que l'échange de permis d'émission de gaz à effet de serre sur le marché.

« La récente décision du conseil constitutionnel d'annuler la taxe carbone projetée par le gouvernement français comporte un risque et en même temps peut être une chance. Un risque, parce qu'elle peut contribuer à délégitimer une idée juste que seuls l'impérialisme ou le cynisme sarkozyens avaient condamné par avance en rompant le principe d'égalité devant l'impôt et en alignant la taxe sur le prix du marché. Une chance, car **on peut en profiter pour proposer de supprimer les marchés de permis**, à l'instar de Michel Rocard, au profit d'une taxe carbone. »

(Jean-Marie Harribey, membre du conseil scientifique d'ATTAC, Politis, 4 février).

Jeu : de qui est ce texte ? [La bourgeoisie] n'a laissé subsister d'autre lien entre l'homme et l'homme que l'intérêt tout nu, le dur « paiement comptant ». Elle a noyé dans les eaux glacées du calcul égoïste les frissons sacrés de l'exaltation religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la mélancolie sentimentale des petits-bourgeois. Elle a dissous la dignité personnelle dans la valeur d'échange et substitué aux innombrables libertés reconnues par lettres patentes et chèrement acquises la seule liberté sans scrupule du commerce. En un mot, elle a substitué à l'exploitation que voilaient les illusions religieuses et politique l'exploitation ouverte, cynique, directe et toute crue. »

Haïti.

« - Il fait obscurément noir ! Il n'y a pas de lumière ! Il n'y a que des ténèbres ! – Intenses battements du gouffre quand l'abîme nous avale. – Epouvante et panique - Corps meurtris ! corps défigurés ! Corps broyés ! – Corps torturés ! corps dépecés ! Corps laminés ! » « La douleur bouge dans nos entrailles en une brûlante zinglinderie de tessons, de mitrailles et de ferrailles. – Mais il n'y a aucune lumière, aucune clarté ! Même pas la fausse blancheur d'une ombre. – La planète titube. La planète trébuche. La planète vacille. La planète oscille. La planète vire et chavire en tressaillement de frayeur et dérailements de terreur. Pas de lumière. Aucune lueur dans l'effondrement des villes, des bidonvilles, des palais et des châteaux en hécatombe cacophonique. – C'est la gangrène dans l'opéra ! La macabre opéra des rats ! »

(Frankétienne, écrivain haïtien, qui était en train de répéter ce texte, extrait de sa dernière pièce, Le Piège, quand le tremblement de terre a fracturé les murs de sa maison à Port-au-Prince. Télérama, 3 février).

Il n'y a pas que la fatalité.

Au commencement était une colonie, **la plus prospère** d'entre toutes. Les Français ont commencé à s'installer à Saint Domingue (la « Perle des Antilles »), sur la partie occidentale de l'île d'Hispaniola, au milieu du XVII^{ème} siècle. La région était déserte, laissée à l'abandon par les Espagnols après la disparition progressive des Indiens, dans le demi-siècle suivant la découverte de l'île par Christophe Colomb (1492). Les Français y développent avec succès la culture du café et surtout celle de la canne à sucre. A la veille de la Révolution, Saint-Domingue représente les 3/4 de la production sucrière mondiale. Vue de la métropole, la colonie a tout du pays de cocagne : des fortunes inimaginables s'y bâtissent. Mais sur place, c'est un enfer à ciel ouvert : 30 000 colons blancs y règnent sur 500 000 esclaves noirs. Une classe de mulâtres, de 30 000 personnes environ, s'est formée. Elle jouit de tous les droits économiques, mais reste exclue de la sphère politique, au nom de la supériorité absolue des Blancs. Chaque année, 50 000 esclaves sont acheminés sur les côtes du pays, pour y pallier le manque de bras et l'effroyable mortalité régnant chez les esclaves.

En 1790, un riche mulâtre débarque à Saint-Domingue avec la volonté d'imposer l'égalité civique entre Blancs et mulâtres. Il est capturé et soumis au supplice de la roue.

En 1791, explose une révolte d'esclaves, conduits par un affranchi d'âge mûr, Toussaint Louverture. En quelques mois la colonie se désagrège.

Le 29 août 1793, le représentant de la Convention proclame la fin de l'esclavage (quelques mois avant son abolition officielle par la Convention, le 4 février 1794). Toussaint Louverture rétablit l'ordre, soutient le redémarrage de l'activité économique et parvient même à annexer la partie espagnole de Saint-Domingue.

1802. Napoléon annule l'abolition de l'esclavage, et envoie une armée pour réinstaller la tutelle de Paris. Le pays connut alors la pire saignée de son histoire, pire encore que celle de 2010, celle de la guerre d'indépendance. Toussaint Louverture est capturé et mourra en 1803. Mais les Français, décimés par la fièvre jaune, sont vaincus à l'automne 1803.

1804. Le général Dessalines déclare l'**indépendance** d'Haïti, puis se fait couronner empereur. Les derniers Blancs sont massacrés, à l'exception des prêtres et des médecins. Les plantations sont désertées. L'agriculture se tourne vers des cultures de subsistance moins productives et plus extensives, ce qui entraîne une **déforestation** désastreuse. Un **antagonisme** s'élève **entre** les deux classes subsistantes, celle de l'**élite des mulâtres**, qui possède tous les leviers du pouvoir, **et** celle des **descendants d'esclaves noirs**. Cet affrontement structurera la société haïtienne, jusqu'à aujourd'hui.

1806. Dessalines est assassiné, Haïti se scinde en deux, puis retrouve son unité en 1920.

1825. **Charles X reconnaît l'indépendance d'Haïti en échange du paiement de** 150 millions de francs –or (pour indemniser les colons). Une somme exorbitante bientôt ramenée à **90 millions, qui plombera durablement les finances de la jeune République. Haïti règlera cette dette jusqu'en 1888 !** De coups de force militaires en révolutions de palais, les chefs d'Etat qui se succéderont échoueront à remettre l'économie à flot et à mettre fin aux jacqueries qui ensanglantent les zones rurales. **De 1915 à 1934**, vingt ans d'occupation américaine, l'introduction d'un modèle économique inadapté... et des milliers de victimes. Première tutelle. .

Avec la longue dictature de François puis Jean-Claude Duvalier (**1957-1986**), trente ans et 30 000 morts, le pays s'habitue à une violence qui structure la société politique. « Papa Doc » règne sans partage par la terreur et la corruption, jusqu'à sa mort en 1971. Son fils « Baby Doc » fait de même, jusqu'en 1986 où il doit s'enfuir, laissant le pays plus exsangue que jamais, et se réfugie en France. La France a offert le statut de réfugié politique et l'immunité à J-C Duvalier. La dette d'Haïti atteint 750 millions de dollars, alors que la fortune du dictateur est évaluée à 900 millions de dollars. La justice suisse a restitué à l'Etat haïtien 6 millions de dollars de biens mal acquis par duvalier.

En **1994**, après trois ans d'embargo inefficace (mais déstabilisateur pour la fragile économie haïtienne) contre les putschistes qui avaient renversé le chef de l'Etat Jean-Bertrand Aristide (premier président démocratiquement élu en 1990), 20 000 GI débarquent pour en finir avec la junte du général Raoul Cédras. Clinton rétablit M. Aristide, que George Bush père et la CIA avaient contribué à renverser. En 1995, le relais militaire est cédé à la Mission des Nations Unies en Haïti (Minuha).

2004. Nouvelle intervention de Washington, avec le concours de Paris. Il s'agit cette fois d'en finir avec M. Aristide, sa dérive despotique et le risque d'affrontement entre bandes armées. La Minustah (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti) succède à la force d'invasion.

Des pluies torrentielles, aggravées par la déforestation, font des milliers de morts. Puis un cyclone ravage l'île et fait 1800 morts.

2008 . Emeutes de la faim.

2010. Tremblement de terre. 200 000 morts. Un très grand nombre de blessés. Un million de sans abris.

(*Jérôme Gautheret, Le Monde, 15 janvier ; Le Monde diplomatique*).

Déforestation. A l'origine, les deux côtés de l'île étaient recouverts de forêts tropicales. Celles-ci ont disparu en grande partie, mais la République dominicaine a su préserver environ un tiers de ses paysages originel quand Haïti a presque totalement épuisé son capital forestier. En 1920, la forêt tropicale occupait pourtant encore 60 % de la superficie nationale. Puis moins de 20 % au tournant des années 1950. Et 2% aujourd'hui. Le bois assure à plus de 65 % des Haïtiens la seule source d'énergie. Et, revendu en ville, il représente un complément de revenu dont il serait difficile de se passer quand il faut vivre avec 2 \$ (1,41 €) par jour. (*Le Monde, 28 janvier*).

Les conséquences en sont multiples : perte de biodiversité, modification irrémédiable des micro-climats, épuisement des nappes souterraines vitales. Des rivières ont disparu ou ne coulent que quelques semaines par an. L'île a perdu les 2/3 de ses terres cultivables depuis 1940. (*Politis, 21 janvier*).

Tyrannie néolibérale. Le colonialisme a surtout changé de forme. On le désigne par des sigles : OMC (Organisation mondiale du commerce), APE (Accord de Partenariat Economique). Ce sont autant de contraintes commerciales que les grandes puissances font peser sur l'économie haïtienne. C'est l'interdiction faite aux paysans haïtiens de protéger leur production sur le marché mondial ; c'est l'abolition de toute barrière douanière, l'importation sauvage de riz, de sucre, de produits laitiers, de poulets et d'oeufs venus de gros producteurs occidentaux ; c'est la destruction de l'élevage. Plus que tout autre, ce petit pays, dont 80 % vit au-dessous du seuil de pauvreté, aurait besoin que l'on respecte sa souveraineté alimentaire. Au lieu de cela, l'OMC somme Haïti de s'ouvrir à tous les vents du commerce international.

Le déversement des produits agricoles subventionnés –le riz des Etats-Unis, notamment,- a ruiné les paysans qui sont venus gonfler les bidonvilles de la capitale. (*Politis, 21 janvier*).

Dette. Près de 1 milliard de dollars reste exigé. Principaux prêteurs, dans l'ordre décroissant : Banque internationale de développement, fonds monétaire international, Venezuela, Taïwan, Banque Mondiale. Le Venezuela a annoncé l'annulation de la dette ; le FMI, la suspension pour cinq ans du remboursement. « Nous devons débarrasser Haïti du fardeau de sa dette » (Robert Zoellick, président du Groupe de la Banque Mondiale). (*Le Monde diplomatique, février*).

Grande-Bretagne. Le fiasco de la vidéosurveillance. La Grande-Bretagne est le pays qui compte le plus de caméras de surveillance avec une caméra pour 14 habitants. Un rapport a dénoncé l'inutilité de la mesure : si les institutions ou les entreprises débloquent des budgets pour installer les caméras, il n'y a généralement pas de budget pour payer le personnel chargé de regarder les écrans. Selon ce rapport, seul le millième de ce qui est filmé est pour le moment regardé par quelqu'un. Va-t-on alors supprimer les caméras ? Non, car une société, *Internet eyes*, a trouvé une méthode pour valoriser ces enregistrements : elle propose aux entreprises et aux communes (pour 20 € par mois par caméra) de les mettre en direct

sur internet et annonce une prime de 1100€ à celui qui signale le plus de délits dans un mois ! Une expérimentation est en cours depuis novembre 2009. Maintenant, Big Brother, c'est nous ! (*Silence, février*).

Euro: il faut casser les reins de la spéculation

La secousse qui ébranle la zone euro révèle que les élites dirigeantes n'ont toujours rien appris de la crise globale qui frappe la planète.

Tout d'abord parce que les marchés financiers ont gardé intact leur formidable pouvoir de nuisance. Les pays membres de l'Union européenne les plus fragilisés par la crise mondiale payent un tribut exorbitant aux spéculateurs. Ainsi, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, notamment, désignés par les marchés financiers comme les maillons faibles de la zone euro, sont attaqués de toutes parts. Les fonds d'investissement imposent à ces pays des taux d'intérêt deux fois plus élevés qu'à l'Allemagne ou la France pour financer leurs déficits. Déficits eux-mêmes largement provoqués par la récession due à la crise financière. La boucle est bouclée : les spéculateurs font leurs profits avec les conséquences de la crise qu'ils ont provoquée.

Ensuite parce que la spéculation contre l'euro montre l'impasse de la construction européenne. Celle-ci nous avait été vantée comme un bouclier anti-crise. Il n'en est rien. Jamais l'Union européenne n'a tenté de prendre des distances par rapport à la financiarisation de l'économie mondiale et de ralentir la circulation des capitaux. Au contraire, tous les traités européens ont inscrit l'Union dans une dynamique financière incontrôlable. La Banque centrale européenne a bien fait d'injecter des liquidités et de baisser les taux d'intérêt pour limiter la récession. Mais puisque nous sommes restés dans une économie de casino, ces liquidités ont fourni de nouvelles munitions à l'industrie financière pour spéculer et menacer l'existence même de l'euro. L'Union européenne s'est également interdit d'avoir un vrai budget qui permettrait une aide aux pays en difficulté. Elle s'est même, de façon absurde, interdit de venir en aide à un pays de la zone euro en difficulté. Elle est donc incapable de tenir la promesse qu'elle a faite aux peuples européens : construire un espace de solidarité, dont la nécessité se fait cruellement sentir en temps de crise. Les Grecs, Espagnols, Portugais et autres Islandais qui ont besoin de cette solidarité, n'ont qu'à aller voir ailleurs. Au FMI, par exemple, qui saura une nouvelle fois faire payer les peuples pour les erreurs de leurs dirigeants !

La sortie de crise, annoncée bruyamment tous les jours, est encore loin. Les dégâts sociaux provoqués par la finance ne font que s'aggraver. Attac exige l'instauration immédiate par l'Union européenne d'une taxe sur les transactions financières pour casser les reins à la spéculation qui menace de déclencher une nouvelle catastrophe financière. Une taxe de type "Tobin-Spahn", c'est-à-dire à double niveau : un niveau faible (0,1%) en temps ordinaires pour dégonfler le volume des transactions ; un taux élevé (de 10 à 50%) en période de folie spéculative, comme aujourd'hui.

Attac France, Montreuil, le 10 février 2010

France

Promesse non tenue. A quoi a servi le Grenelle ? Promis dans le cadre du Grenelle de l'environnement avant la fin 2009, le Schéma national des infrastructures de transports n'a toujours pas vu le jour. Il devait définir les priorités dans le domaine – rail et eau – pour aller vers une diminution des émissions polluantes. L'article 9 de la loi Grenelle 1 fixe à 20 % la baisse à obtenir d'ici 2020. L'absence de cadre législatif permet en attendant de continuer les projets routiers les plus divers sans aucune remise en cause (*communiqué de la FNAUT, publié dans Silence, février*).

L'Union européenne demande à chaque Etat d'atteindre 23 % d'énergies renouvelables dans la production totale en 2020. Non seulement la France en est loin, mais les amendements commandités par les lobbyistes auprès des députés de droite sont en train d'anéantir toute évolution positive. Ainsi, la nouvelle norme pour 2012 prévoit bien des logements qui consomment moins de 50 kwh par an et par m², mais un amendement précise que c'est « hors chauffage électrique ». Un autre amendement prévoit que la climatisation sera obligatoire dans les logements neufs... et que ce ne sera pas non plus compris dans le calcul ci-dessus- absurde : si un logement est bien isolé pour le froid, il l'est également pour le chaud.

De l'argent pour la recherche est débloqué à grand renfort de communication (autant pour le nucléaire que pour les renouvelables !) mais dans le détail cela concerne principalement les agrocarburants, la pile à hydrogène et la voiture électrique.

Au total, même avec un développement rapide de l'éolien, le pourcentage couvert par les énergies renouvelables en France est... en baisse ! (*Silence, février*).

Prix Pinocchio (communication mensongère).

Catégorie « droits humains » : groupe Bolloré (pour les conditions de travail déplorables dans les plantations d'huile de palme de sa filiale du Cameroun).

Catégorie « environnement » : groupe Total (pour son implication dans le méga-projet pétrolier Kashagan, au Kazakhstan, qui s'annonce comme une catastrophe environnementale et sanitaire).

Catégorie « greenwashing » : EDF, pour sa campagne de communication « changer d'énergie ensemble » qui a coûté plus cher que les dépenses du groupe en recherche et développement dans les énergies renouvelables.

Ce prix est décerné par les Amis de la Terre et Peuples solidaires (qui proposent des candidatures, et les internautes votent). (*Silence, février*).

Empreinte écologique : chiens et chats au niveau des voitures ! Chiens et chats, carnivores, mangent beaucoup de viande, qui a une importante empreinte écologique. Un chat bien dorloté par ses maîtres pèse aussi lourd qu'une Golf Volkswagen qui fait 9000 km par an. Un chien de taille moyenne pèse autant qu'une Toyota Land Cruiser qui fait 20 000 km par an. Un gros chien est équivalent à une voiture qui roule 30 000 km/an ! La France compte 8 millions de chiens et 9,7 millions de chats... et 25 millions de voitures (*silence, février, qui cite New Scientist du 23 octobre 2009*).

Réponse au jeu : Vous l'aviez reconnu ? Ce texte est extrait du « Manifeste du parti communiste », de Marx et Engels *Le monde*, 5 février).

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ... Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.